
Retardez la “Doomsday Clock”

Un appel parlementaire à la Conférence 2024 du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) à promouvoir le leadership coopératif et l'État de droit afin d'éviter une guerre nucléaire, de résoudre par voix pacifique les conflits internationaux et de protéger le climat pour les générations actuelles et futures

Aux États parties au traité de non-prolifération nucléaire (TNP)

Excellences,

Vous allez vous réunir aux Nations unies à Genève du 22 juillet au 2 août 2024 à un moment où le monde est en proie à des conflits armés dévastateurs, à une érosion du multilatéralisme et de l'État de droit, à une nouvelle course aux armements nucléaires, à des risques accrus et à des menaces spécifiques armes nucléaires, à des catastrophes de plus en plus graves provoquées par le changement climatique et à une menace existentielle imminente pour l'humanité provoquée par des niveaux élevés d'émissions de gaz à effet de serre.

La gravité de cette situation a été soulignée par le Bulletin of Atomic Scientists en janvier de cette année, quand les scientifiques ont mis les aiguilles du “Doomsday Clock” (de l'horloge symbolique de la fin du monde) [à 90 secondes avant minuit](#).

En tant qu'anciens et actuels législateurs/parlementaires du monde entier, nous vous demandons de profiter de cette occasion pour, retarder le “Doomsday Clock” (l'orloge du jugement dernier) pour promouvoir la diplomatie, le leadership coopératif, la sécurité commune et l'État de droit afin de prévenir une guerre nucléaire, de résoudre les conflits internationaux par la voix pacifique, de protéger le climat pour les générations actuelles et futures et, en particulier, **de mettre en place des processus concrets visant à instaurer la paix et la sécurité dans un monde exempt d'armes nucléaires**.

La communauté internationale doit allars par an à l'armée pour se préparer et s'engager dans des conflits armés, contre seulement 6 milliards de dollars alloués aux Nations unies pour aider à garantir la paix et un monde durable. Les gouvernements fournissent collectivement 7 000 milliards de dollars par an en subventions aux combustibles fossiles, soit près de 20 fois plus que les subventions collectives aux énergies renouvelables.

Ces priorités devraient changer.

Notre cadre de sécurité prédominant devrait être la sécurité commune, qui se concentre sur la résolution des conflits internationaux et la protection de notre avenir par la diplomatie, la coopération et l'État de droit.

Une meilleure utilisation des mécanismes de sécurité commune pour garantir la sécurité nationale et régionale - tels que les Nations unies et la Cour internationale de justice - permettra aux pays d'abandonner progressivement la dissuasion nucléaire, de réduire la dépendance à l'égard de la défense militaire et de libérer des ressources pour soutenir la protection du climat et le développement durable.

Nous nous félicitons de la décision de l'Assemblée générale des Nations unies d'organiser en septembre 2024 le [UN Sommet de l'avenir](#), une conférence sur les droits de l'homme pour renforcer les "*solutions multilatérales pour un avenir meilleur*" et faire progresser les objectifs susmentionnés.

Nous saluons les efforts déployés par le Comité Préparatoire du TNP 2023 pour réduire le risque d'une guerre nucléaire, y compris pour [envisager de soutenir les initiatives unilatérales, bilatérales et multilatérales sur le non-recours en premier et le non-usage des armes nucléaires](#).

Nous saluons également la [Déclaration de Vancouver](#) adoptée lors de la 30e session de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE le 4 juillet 2023, qui "*encourage tous les États participants à redoubler les efforts au niveau international pour parvenir à l'élimination mondiale des armes nucléaires dans un délai déterminé, notamment en négociant une convention globale sur les armes nucléaires ou un cadre d'accords, comme le recommande le document final de la huitième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, ou en signant et en ratifiant le Traité de 2017 sur l'interdiction des armes nucléaires.*"

Nous sommes encouragés par le taux de réussite incroyablement élevé de la Cour internationale de justice dans la résolution des différends internationaux qui lui sont soumis, comme relate par le président [de la CIJ au Conseil de sécurité des Nations Unies](#) en janvier 2023.

Et nous soulignons [la Déclaration de Luanda : L'action parlementaire pour la paix, la justice et des institutions efficaces](#) de 2023, adoptée lors de la 147e Assemblée de l'Union interparlementaire (qui compte 180 parlements membres) le 27 octobre 2023, qui "*réaffirme la foi des parlementaires dans l'État de droit, tant au niveau national qu'international, comme fondement de la prévention et de la résolution des conflits, ainsi que dans le dialogue et la diplomatie comme seul moyen de parvenir à une paix durable*" et encourage "*un recours plus fréquent à la Cour internationale de justice et à d'autres institutions judiciaires internationales en tant qu'outils clés pour résoudre pacifiquement les différends entre les pays*".

Dans cette optique, nous vous encourageons, en tant qu'États parties au TNP, à faire avancer les points suivants lors de la conférence sur le TNP de 2024 et du sommet de l'ONU sur l'avenir:

1. L'arrêt immédiat de la modernisation et de la production d'armes nucléaires ;
2. Une affirmation collective que la menace ou l'utilisation d'armes nucléaires est inadmissible, comme [l'ont convenu les dirigeants du G20 lors de leur sommet à Bali](#), et que la menace ou l'utilisation d'armes nucléaires est généralement illégale, comme l'a affirmé la Cour internationale de justice ;
3. L'engagement des États dotés d'armes nucléaires et des États alliés à supprimer progressivement le rôle des armes nucléaires dans les politiques de sécurité, en commençant par des politiques de non-recours en premier lieu ;
4. Un engagement mondial à parvenir à l'élimination complète des armes nucléaires au plus tard en 2045, date du 75e anniversaire du TNP ;
5. Lancement d'un [processus collectif pour l'élimination mondiale des armes nucléaires](#), qui pourrait impliquer des négociations en vue d'une convention globale sur les armes nucléaires, l'adoption d'un accord-cadre pour le désarmement nucléaire ou des négociations de protocoles au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires afin de permettre l'adhésion des États dotés d'armes nucléaires et des États alliés ;

6. Affirmation du rôle important de la Cour internationale de justice (CIJ) dans la résolution pacifique des conflits internationaux et la mise en œuvre de l'État de droit, et encouragement de tous les pays à accepter la juridiction obligatoire de la CIJ, comme l'a recommandé le Secrétaire général des Nations unies (actuellement, 74 pays acceptent cette juridiction) ;
7. Affirmer les zones régionales exemptes d'armes nucléaires (ZEAN) actuelles et soutenir la création de ZEAN supplémentaires, notamment une zone exempte *d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient* et une zone exempte *d'armes nucléaires en Asie du Nord-Est*;
8. Des actions visant à réduire les budgets consacrés aux armes nucléaires et les investissements publics dans l'industrie de l'armement nucléaire, et à réaffecter ces ressources au soutien de la santé publique, de la paix, de la stabilisation du climat et du développement durable.
9. L'ouverture de négociations sur [un traité de non-prolifération des combustibles fossiles](#), inspiré du TNP, afin d'éliminer progressivement l'extraction des combustibles fossiles et leurs émissions.

Nous vous demandons de relever ce défi, de dépasser le status quo dangereux et insoutenable des positions de menace et des courses aux armements nucléaires, et de répondre positivement aux recommandations ci-dessus, en sachant que votre leadership sera fortement soutenu par les parlementaires et la société civile dans le monde entier.

Cet appel est diffusé par les [Parlementaires pour la non-prolifération et le désarmement nucléaires](#) (PNND) pour être présenté au Comité de préparation du TNP à Genève le mercredi 24 juillet 2024. L'appel est ouvert [à l'appui](#) par les parlementaires actuels et anciens. La liste des signataires est publiée [en ligne avec l'appel](#).